Cahier de doléances du Tiers État de Saint-Brice (Val d'Oise)

Cahier des doléances, plaintes et remontrances de la paroisse de Saint-Brice.

Les habitants de la paroisse de Saint-Brice, supplient Messieurs de la prévôté de Paris d'avoir en considération les articles ci-après :

Art. 1^{er}. Nous demandons qu'on obtienne une loi sage qui interdise les compagnies et les accaparements des grains, pour qu'on ne soit plus exposé à leur cruelle cherté.

Art. 2. La suppression des capitaineries, dans laquelle loi il sera dit très-expressément que si un seigneur nuit à l'agriculture par la quantité du gibier, la paroisse aura le droit de s'assembler et de se réunir pour faire usage du moyen très-simple qui lui sera fourni par cette loi, pour obtenir de son seigneur la restitution du dommage. Ce point paraît si important que, si les Etats généraux ne trouvent pas cette loi dans leur sagesse, cet article étant de première nécessité, on les supplie d'abolir tous droits de chasse. La paroisse observe, en rédigeant cet article, que personnellement elle n'a qu'à se féliciter de l'administration de M. de Berenger, leur seigneur actuel, et que ses plaintes se portent sur le gibier des seigneurs voisins qui viennent dévaster leurs récoltes.

Art. 3. Cette paroisse n'ayant point de justice sur les lieux, il est grandement à souhaiter que le nombre des maréchaussées soit augmenté pour que le bon ordre y soit observé.

Art. 4. La suppression de la mendicité, et une imposition générale pour pourvoir aux besoins des pauvres.

Art. 5. Il est prouvé que les plantations faites sur les bordures des chemins de traverse, grands chemins et grandes routes, nuisent à la propriété.

En conséquence, il est de toute justice d'ordonner que ces arbres appartiendront au propriétaire, qui sera tenu de rembourser, à celui qui les aura plantés, le prix que chaque arbre a coûté au moment de la plantation.

Art. 6. L'uniformité des poids et mesures.

Art. 7. La suppression totale de l'épine-vinette comme nuisant au blé.

Art. 8. L'exécution des règlements relativement aux chirurgiens et aux sages-femmes de la campagne.

Art. 9. Demander que tous les différends entre cultivateurs soient jugés par les municipalités, et par appel, par les assemblées provinciales, sans frais.

Art. 10. Nous demandons avec les plus vives instances que tous les privilèges, de quelque nature qu'ils soient, en matière d'impôts, soient absolument abolis, de manière que le clergé, la noblesse et le tiers-état supportent également et d'après leurs propriétés toutes les charges de l'Etat ; pour ce qui est de la nature des impôts, nous nous en rapportons à la sagesse des Etats généraux, en les priant de les simplifier le plus que faire se pourra, ainsi que la manière de les percevoir.

Art. 11. L'abolition des traites, et les barrières portées aux frontières du royaume.

Art. 12. La suppression de tous privilèges exclusifs pour les voitures publiques.

Art. 13. La suppression totale de la milice.

Art. 14. La réforme du code civil et criminel.

Art. 15. La création d'assemblées provinciales ou Etats provinciaux, dont les membres soient élus librement par la municipalité, de manière qu'ils ne puissent être jamais nommés par le gouvernement.

Art. 16. Un règlement uniforme relativement aux dîmes et champarts.

Art. 17. Que tous les chemins pavés existant actuellement soient à la charge de l'Etat, parce qu'il y en a plusieurs qui ont été retirés de l'état du Roi depuis 1781.

Art. 18. La suppression du droit de franc-fief.

Demander une loi qui déroge à la coutume de Paris, pour qu'un roturier possédant fief ait le droit de le faire entrer dans la masse entière de ses autres propriétés, pour le partage commun entre ses enfants.

Art. 19. La liberté aux époux de faire réciproquement par testament des legs en leur faveur, mais en usufruit seulement.

Art. 20. Demander la suppression du casuel ecclésiastique.

Fait et arrêté en l'assemblée générale des habitants de cette paroisse, annoncée au prône le jour de Pâques et convoquée au son de la cloche en l'église paroissiale du lieu, en présence de M. le bailli d'Enghien, président de ladite assemblée, ce jourd'hui 15 avril 1789.